

MAIRIE DE METZ

CONSEIL MUNICIPAL DE LA VILLE DE METZ

REGISTRE DES DELIBERATIONS

Séance du 22 mai 2014

DCM N° 14-05-22-27

Objet : Communications et décisions prises par M. le Maire, Mesdames et Messieurs les Adjoints en vertu des articles L 2122-22 et L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales et en exécution de la Délibération du Conseil Municipal en date du 30 Avril 2009, ainsi que des décisions rendues par les diverses juridictions.

Rapporteur: M. le Maire

1^{er} cas

Décisions prises par M. le Maire

1^o

Recours contentieux

DATE DU RECOURS	OBJET	N°ACTES	ELU / JURIDICTION CONCERNEE
28 janvier 2014	Recours en annulation contre l'arrêté de la Ville de Metz du 20 septembre 2013 accordant un permis de construire à la SARL BLUE en vue de réhabiliter et surélever un bâtiment existant sur un terrain sis 6 rue Sébastien Leclerc à Metz	5.8	Tribunal Administratif de Strasbourg
15 décembre 2011	Recours en annulation contre l'arrêté n°2010-HU+YG-PIM-02 du 17 septembre 2010 ordonnant les mesures provisoires nécessaires à faire cesser le péril imminent de l'immeuble sis 5-7 rue Vigne Saint Avold à Metz	5.8	Tribunal Administratif de Strasbourg
7 février 2014	Recours en annulation contre l'arrêté de la Ville de Metz du 25 septembre 2013 accordant un permis de construire à la SCI INHEOS construction 10 rue des Trois	5.8	Tribunal Administratif de Strasbourg

	Evéchés à Metz		
13 février 2014	Recours en annulation contre la décision du 29 novembre 2013 portant refus de délivrance d'une autorisation d'implanter un dispositif de publicité numérique pour un emplacement situé boulevard de Trêves à Metz	5.8	Tribunal Administratif de Strasbourg
18 mars 2014	Assignation en vue de voir condamner la Ville de Metz à payer 13 475,98 Euros au titre d'un trop-perçu résultant d'une erreur de calcul commise dans un protocole d'accord transactionnel	5.8	Tribunal de Grande Instance de Metz
10 mars 2014	Requête en référé aux fins d'expertise en vue de convoquer les parties et d'établir l'imputabilité des différends concernant le lot n°1 "clos couvert et lot architecturaux" du marché public de travaux de construction d'une salle de musique actuelle dite BAM au 20 Boulevard d'Alsace à Metz Borny	5.8	Tribunal Administratif de Strasbourg
11 mars 2014	Demande d'annulation du jugement du TA de Strasbourg du 30 décembre 2013 rejetant la requête en excès de pouvoir contre le refus de dresser procès-verbal de constat d'infraction du fait du non-respect des hauteurs de construction sur le terrain sis 27 A rue des Petites Sœurs	5.8	Cour Administrative d'Appel de Nancy
21 mars 2014	Demande d'annulation du jugement du TA de Strasbourg du 21 janvier 2014 rejetant la demande d'annulation des arrêtés de la Ville de Metz des 24 et 25 avril 2013 portant suspension de ses fonctions à titre conservatoire d'un agent et licenciement dans l'intérêt du service	5.8	Cour Administrative d'Appel de Nancy
21 mars 2014	Recours en annulation contre l'arrêté du Maire de Metz du 30 juillet 2013 portant radiation des cadres pour abandon de poste	5.8	Tribunal Administratif de Strasbourg
	Recours en annulation contre l'arrêté de service non fait du Maire de Metz du 26 septembre 2013 en ce qu'il fixe une retenue sur traitement pour la période antérieure au 10 juillet 2013		

2°

Décisions rendues

DATE DECISION	NATURE DE LA DECISION	OBJET	N°ACTES	ELU /JURIDICTION CONCERNEE	OBSERVATIONS / DECISIONS
6 janvier 2014	Ordonnance	Requête en référé contre la décision de Monsieur le Maire de Metz en date du 25 mai 2011 accordant à Monsieur MAX un permis de construire et autorisant des travaux sur construction existante relatifs à une habitation situé 6 rue Liédot à Metz	5.8	Tribunal Administratif de Strasbourg	Ordonnance de désistement.
10 février 2014	Jugement	Demande d'annulation de la fiche de notation administrative notifiée le 19 octobre 2010	5.8	Tribunal Administratif de Strasbourg	Rejet de la requête.
21 février 2014	Jugement	Recours en annulation contre le titre de recettes n°62/2007 émis le 23 février 2007 concernant l'occupation du domaine public	5.8	Tribunal Administratif de Strasbourg	Rejet de la requête.
20 février 2014	Ordonnance	Requête en référé aux fins d'obtenir l'expulsion de personnes occupant sans droit ni titre la casemate n°1 Allée de Désiremont à Metz	5.8	Tribunal de Grande Instance de Metz	L'expulsion est ordonnée.
20 février 2014	Ordonnance	Demande de constatation de résiliation d'un bail et d'évacuation d'un logement communal pour impayés de loyers	5.8	Tribunal d'Instance Instance de Metz	La résiliation du bail est constatée. Les intéressés sont condamnés à libérer les lieux et à payer à la Ville 11 141,47 Euros d'arriérés locatifs, 400 Euros d'indemnités d'occupation mensuelle jusqu'à libération des lieux et 350 Euros au titre de l'article 700 du NCPC.
25 mars 2014	Ordonnance	Recours en annulation contre le titre de recettes n°3297/2011 émis le 24 janvier 2012 pour un montant de 43 432,20 Euros concernant la pénalité du marché de maîtrise d'œuvre	5.8	Tribunal Administratif de Strasbourg	Ordonnance de non-lieu à statuer.

		n°POM509 pour non-respect du coût de réalisation du Centre Pompidou Metz			
--	--	--	--	--	--

3°

Date de la décision : 5 février 2014

N° acte : 7.1

ARRÈTE N°51

OBJET : Mise en place d'un prêt à "Taux fixe de marché" de 6 000 000 € auprès de la Société Générale.

VU le Code Général des Collectivités territoriales et notamment ses articles L.2122-21 et L.2122.22 3°,

VU la délégation du Conseil Municipal accordée au Maire par délibération en date du 30 Avril 2009,

VU l'offre de Prêt de la Société Générale annexée à la présente,

Article 1 : Le Maire décide de contracter auprès de la Société Générale un emprunt d'un montant de six millions d'euros (6 000 000€) dont les caractéristiques sont les suivantes :

- Montant : 6 000 000 euros
- Durée : Les prêts sont consentis jusqu'au 14/02/2029 et s'amortiront sur 15 ans à compter de la date de consolidation au 14/02/2014.
- Phase de consolidation : Le tirage portera intérêt sur un taux fixe de marché.

Conditions de remboursement anticipé des tirages : les tirages sont remboursables par anticipation, partiellement ou totalement avec paiement ou réception par l'emprunteur d'une soulté actuarielle fonction des instruments de marché mis en place par la Banque pour la réalisation de ce prêt.

Changement d'index ou de taux :

Sous réserve de préavis précisés dans le contrat, le changement d'index ou de taux est possible à tout moment. Le changement d'index ou de taux hors échéance de la période de l'index en cours ou en cours de période d'application d'un taux fixe ou d'un autre taux de marché donne lieu à des modalités spécifiques de décompte et de perception d'intérêt et de soulté exposées dans le contrat.

Article 2 : Le Maire décide de signer cette offre, qui deviendra de ce fait contrat, ainsi que tout avenant à venir y afférent.

Article 3 : D'un commun accord entre la Société Générale et la Ville de METZ, il est décidé de procéder à la mise en place d'un tirage selon les conditions présentées ci-dessous :

Caractéristiques du tirage

- | | |
|---------------------------|---------------------------|
| • <u>Montant</u> : | 6 000 000 euros |
| • <u>Date de départ</u> : | 14/02/2014 |
| • <u>Maturité</u> : | 14/02/2029 (durée 15 ans) |
| • <u>Amortissement</u> : | Trimestriel - Progressif |
| • <u>Base de calcul</u> : | exact / 360 |

Du 31/01/2014 au 31/01/2029: **3.01%**

Article 4 : Le Maire donne à Monsieur René HARDY-DESSOURCES, Directeur du pôle Ressources financières et Commande publique, délégation pour toper au téléphone les conditions définitives du tirage «Taux fixe de marché » visés à l'article 3 ainsi que de signer la confirmation correspondante. Le contrat sera, lui, signé par Le Maire.

Article 5 : M. Christophe LAFOUX, Directeur Général des Services, est chargé de l'exécution de la présente décision, dont ampliation sera adressée à Monsieur le Préfet de Moselle et Monsieur le Trésorier Principal de Metz-Municipale.

Article 6 : La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs.

4°

Date de la décision : 18 février 2014

N° acte : 7.1

A R R E T E N°52

OBJET : Réalisation d'un Contrat de Prêt PRU AM d'un montant de 3 000 000,00 € consenti par la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC), pour le financement d'une opération de construction d'une salle de musiques actuelles (Boîte à Musique BAM).

VU le Code Général des Collectivités territoriales et notamment ses articles L.2122-21 et L.2122.22 3°, pour les communes,

VU la délégation rendue exécutoire du Conseil Municipal accordée au Maire par délibération en date du 30 Avril 2009,

VU l'accord de principe sur le prêt donné par la CDC,

Article 1 : Le Maire de la commune de Metz décide de contracter auprès de la Caisse des Dépôts un Contrat de Prêt composé d'une Ligne de Prêt d'un montant total de 3 000 000,00 € dont les caractéristiques financières sont les suivantes :

Ligne du Prêt	PRU AM
---------------	--------

Montant	3 000 000,00 euros
Durée totale de la ligne de prêt	80 trimestres
Périodicité des échéances	Trimestrielles
Index	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel	Taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du Contrat de Prêt+ 0,60% <i>Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%</i>
Profil d'amortissement	Amortissement déduit avec intérêts différés <i>Si le montant des intérêts calculés est supérieur au montant de l'échéance, la différence est stockée sous forme d'intérêts différés</i>
Modalité de révision	Simple révisabilité (SR)
Taux de progressivité des échéances	0%

Article 2 : Le Maire de la commune de Metz décide de signer seul le Contrat de Prêt réglant les conditions de ce Contrat et la ou les demande(s) de réalisation de fonds.

5°

Date de la décision : 7 mars 2014

N° acte : 7.1

OBJET : Ligne de trésorerie interactive.

(Annexe ci-jointe)

6°

Date de la décision : 24 avril 2014

N° acte : 2.3

Monsieur Dominique GROS, Maire de la Ville de METZ et Chevalier de la Légion d'Honneur,

VU l'article L. 210-1 et suivants du Code de l'Urbanisme relatifs aux droits de préemption,

VU la délibération du Conseil Municipal de la Ville de METZ en date du 18 décembre 2008 approuvant le Plan Local d'Urbanisme et instituant le droit de préemption urbain,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales dans son article L. 2122-22, alinéa 15, permettant au Conseil Municipal de déléguer ses pouvoirs au Maire pour l'exercice au nom de la Commune des droits de préemption,

VU la délibération du Conseil Municipal en date du 17 avril 2014, déléguant à Monsieur le Maire l'exercice des compétences figurant à l'article L. 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la délibération du Conseil Municipal en date du 16 décembre 2010 instituant le droit de

préemption urbain renforcé dans le périmètre des zones U et AU du Plan Local d'Urbanisme approuvé,

VU la déclaration formulée le 28 février 2014 par Monsieur et Madame Guy BARTHEL, relative à l'intention d'aliéner une propriété bâtie sise 27 Rue Rabelais à METZ et cadastrée section 33 n° 104, Contenance totale 3 a 56 ca, (zone UBD 4 du P.L.U.), le prix de vente déclaré étant de 1 450 000,00 Euros, non compris la commission d'intermédiaire s'élevant à 50 000 € à la charge de l'acquéreur,

VU la situation et la consistance de ce bien ainsi que les besoins exprimés sur ledit secteur,

VU l'évaluation de la Direction Générale des Finances Publiques par FRANCE DOMAINE, Direction Régionale des Finances Publiques de Lorraine et du Département de la Moselle en date du 23 avril 2014,

DECIDE :

- **D'EXERCER**, à l'occasion de l'aliénation envisagée, le droit de préemption dont la Ville de METZ est titulaire dans le cadre du "Droit de Préemption Urbain" et d'acquérir ledit immeuble aux prix et conditions indiqués dans la déclaration, soit au prix déclaré de 1 450 000 € (Un million quatre cent cinquante mille euros) conformément à l'évaluation de la Direction Générale des Finances Publiques par FRANCE DOMAINE, Direction Régionale des Finances Publiques de Lorraine et du Département de la Moselle, ledit bien comportant dix appartements étant cédé loué dans sa totalité ;
- **DE PROCEDER** à cette acquisition pour le compte de METZ HABITAT TERRITOIRE bailleur social demandeur, afin de créer des logements sociaux dans un secteur largement déficitaire;
- **DE PRENDRE** les frais d'acte à la charge de la Ville de METZ ;
- **DE PRELEVER** les dépenses des crédits inscrits au budget de l'exercice en cours ;
- **DE REQUERIR** l'exonération des droits de timbre et d'enregistrement, conformément à l'article 696 du Code Général des Impôts ;
- **DE CHARGER** Monsieur le Premier Adjoint de régler les détails de l'opération et de représenter la Ville de METZ.

2 ème cas

Décisions prises par M. FONTE, Adjoint au Maire

Date de la décision : 31 mars 2014

N° d'acte : 3.3

Monsieur Antoine FONTE, Adjoint au Maire de la Ville de Metz délégué à la Culture,

VU les articles L 2122 – 21 et L 2122 – 22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la délibération du Conseil Municipal de Metz en date du 30 avril 2009 et l'arrêté de délégation du 5 mai 2011,

DECIDE :

- **DE METTRE** à disposition un local de 115 m² au bénéfice de l'association GRAOULAB, domiciliée 10 rue Sadoul à Metz et présidée par Mademoiselle Caroline RONDEL, au sein de l'établissement dit TCRM-BLIDA, 7 avenue de Blida, afin d'y créer un fablab ;
 - **DE METTRE** à disposition un local de 140 m² au bénéfice de l'association Coworking, domiciliée 46 allée de la Libération à Thionville et présidée par Monsieur Stéphane KLEIN, au sein de l'établissement dit TCRM-BLIDA, 7 avenue de Blida, afin d'y créer un espace d'échanges culturels ;
 - **DE METTRE** à disposition un local de 20 m² au bénéfice de l'association Paradigme, domiciliée 5 boulevard Paixhans à Metz et présidée par Madame Perle GUICHENDUCQ, au sein de l'établissement dit TCRM-BLIDA, 7 avenue de Blida, afin d'y créer un espace d'échanges culturels ;
 - **DE METTRE** à disposition un local de 21 m² au bénéfice de l'association Zikamine, domiciliée 92 route de Lorry à Metz et présidée par Monsieur Hugues CHAVAROCHE, au sein de l'établissement dit TCRM-BLIDA, 7 avenue de Blida, afin d'y créer un espace d'échanges culturels ;
 - **D'ACCORDER** ces mises à disposition d'une année à compter du 03/02/2014 à titre gratuit en ce qui concerne le loyer et les charges ;
 - **DE RECONDUIRE** tacitement cette mise à disposition annuelle et ce dans les mêmes conditions d'année en année, sans que la durée n'excède 12 années entières et consécutives.

Service à l'origine de la DCM : Assemblées, Affaires Juridiques et Assurances Commissions :

Référence nomenclature «ACTES» : 5.2 Fonctionnement des assemblées

Séance ouverte à 18h00 sous la Présidence de M. Dominique GROS Maire de Metz ,
Nombre de membres élus au Conseil Municipal : 55 dont 55 sont encore en fonction à la date de la délibération.

Membres assistant à la séance : 42 Absents : 13 Dont excusés : 4

Décision : SANS VOTE



Nom : VILLE DE METZ
 N° Crédit : 9614513132
 Montant : 10 000 000,00 Euros

LIGNE DE TRESORERIE INTERACTIVE

Entre les soussignés,

VILLE DE METZ (SIREN : 215704636)

sis(e) : Hôtel de ville 1, place d'Armes BP21025, 57036 METZ CEDEX 01
 Représenté(e) par Monsieur Dominique GROS, agissant en sa qualité de Maire,

Ci-après dénommé(e) au cours du présent contrat, "L'Emprunteur",

ET

CAISSE D'EPARGNE ET DE PREVOYANCE DE LORRAINE CHAMPAGNE-ARDENNE, Banque Coopérative régie par les articles L.512-85 et suivants du Code monétaire et financier, Société Anonyme à Directoire et Conseil d'Orientation et de Surveillance au capital de 446 876 700 € - siège social 5, parvis des Droits de l'Homme 57000 METZ - 775 618 622 RCS METZ - Intermédiaire en assurances, immatriculée à l'ORIAS sous le numéro 07 004 738,

Représentée par Madame Annie DEPAIX, Responsable Service Crédits Economie Locale et Sociale,

Agissant au nom de Monsieur Yves TRAVERSE, Membre du Directoire de la CAISSE D'EPARGNE ET DE PREVOYANCE DE LORRAINE CHAMPAGNE-ARDENNE, dont le siège est à METZ (57000), 5 parvis des Droits de l'Homme, dûment nommé à cette fonction par décision du 21 Avril 2008 du Conseil d'Orientation et de Surveillance, agissant en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés par le Directoire en date du 21 Avril 2008, ayant les pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom et pour le compte de la Caisse d'Epargne de Lorraine Champagne-Ardenne.

Ci-après dénommée au cours du présent contrat, "La Caisse d'Epargne",

IL A ÉTÉ CONVENU CE QUI SUIT :

**TITRE 1
FORMATION DU CONTRAT**

ARTICLE 1 - Conditions de formation du contrat

Le présent contrat a été adressé à l'Emprunteur en trois exemplaires originaux signés et paraphés par le représentant habilité de la Caisse d'Epargne.

L'acceptation de l'Emprunteur devra être reçue par la Caisse d'Epargne au plus tard le 27/03/2014 sous la forme d'un exemplaire du présent contrat signé et paraphé par la personne habilitée,

- de la délibération du Conseil Municipal rendue exécutoire de recours à la ligne de trésorerie interactive, et autorisant Le Maire à signer ledit contrat.
- et de la fiche de renseignements complémentaires dûment complétée.

A défaut de réception de l'acceptation de l'Emprunteur au plus tard à la date mentionnée ci-dessus et selon les modalités indiquées, le présent contrat ne sera pas formé.



TITRE II
CONDITIONS DE MISE A DISPOSITION DE LA LIGNE DE TRESORERIE INTERACTIVE

ARTICLE 2 - Objet

La Caisse d'Epargne consent à l'Emprunteur, qui accepte, une ouverture de crédit de trésorerie, ci-après dénommée "ligne de trésorerie interactive", destinée au financement des besoins ponctuels de trésorerie de l'Emprunteur. La ligne de trésorerie interactive permet à l'Emprunteur, dans les conditions indiquées au Titre III, de réaliser les tirages et remboursements afférents à l'ouverture de crédit exclusivement par le canal internet.

La responsabilité de la Caisse d'Epargne ne saurait être engagée du fait de l'utilisation des fonds à d'autres fins que celles prévues ci-dessus.

ARTICLE 3 - Montant

Le montant de la ligne de trésorerie interactive est de DIX MILLIONS D'EUROS (10.000.000,00 euros) utilisable par tirages et remboursements successifs dans les conditions ci-après.

ARTICLE 4 - Durée

La présente ligne de trésorerie interactive est consentie à compter de la date du 01/05/2014, appelée date de début de validité, jusqu'à la date du 30/04/2015, appelée date d'échéance de la présente ligne de trésorerie interactive. Dans le cas où la date d'échéance ne serait pas un jour ouvré, la date d'échéance est avancée au premier jour ouvré précédent la date d'échéance indiquée ci-dessus.

Le terme de "jour ouvré" visé au présent article correspond aux jours d'accès au site internet de la ligne de trésorerie interactive précisés à l'article 16.

ARTICLE 5 - Versement des fonds

Sur simple demande de l'Emprunteur réalisée dans les conditions indiquées ci-après, et notamment dans les conditions de disponibilité du site internet précisées à l'article 16, la Caisse d'Epargne s'engage à exécuter la demande de versement des fonds, ci-après dénommée "tirage", dans la limite du montant visé à l'article 3.

La Caisse d'Epargne exécutera le tirage selon l'une ou l'autre des modalités suivantes :

- si la demande de versement est validée sur le site de la ligne de trésorerie interactive un jour ouvré donné au plus tard à 16 heures 30 précises (heure de Paris), le versement sera effectué au crédit du compte du comptable public teneur du compte de l'Emprunteur selon la procédure du crédit d'office le premier jour ouvré suivant.

- si la demande de versement est validée sur le site de la ligne de trésorerie interactive un jour ouvré donné après 16 heures 30 précises (heure de Paris), le versement sera effectué au crédit du compte du comptable public teneur du compte de l'Emprunteur selon la procédure du crédit d'office le deuxième jour ouvré suivant.

Toute demande de versement sera irrévocabile.

Le montant des sommes en principal restant dues majoré du montant des sommes en instance de versement et minoré du montant des sommes en instance de remboursement doit à tout moment être au plus égal au montant visé à l'article 3. Dans l'hypothèse où le tirage ne permettrait pas de respecter cette obligation, ce tirage ne sera pas exécuté.

Le terme "jour ouvré" visé au présent article correspond aux jours d'accès au site internet de la ligne de trésorerie interactive précisés à l'article 16.

Dans le cas où l'Emprunteur ne pourrait pas accéder au site internet dédié à la ligne de trésorerie interactive pour des raisons liées au dysfonctionnement du réseau internet et non imputables à l'Emprunteur, les demandes de versement sont notifiées selon les modalités de la procédure subsidiaire indiquées à l'article 18.



Les plages horaires indiquées au présent article sont exclusivement réservées aux demandes de versement notifiées par le canal internet, les demandes de versement effectuées selon la procédure subsidiaire comportant des plages horaires spécifiques stipulées à l'article 18.

Il est précisé que la mise à disposition des fonds est subordonnée à la réalisation des conditions suspensives suivantes, stipulées dans le seul intérêt de la Caisse d'Epargne :

- qu'il n'y ait aucun manquement de l'Emprunteur à l'un quelconque des engagements pris par ce dernier au contrat, sauf s'il y a été remédié dans les meilleurs délais;
- que les déclarations et garanties données à l'article : "Déclarations et engagements de l'Emprunteur" soient toujours exactes;
- qu'aucun cas d'exigibilité anticipée ne soit survenu ou susceptible de survenir.

ARTICLE 6 - Remboursement des fonds

L'emprunteur a la faculté d'effectuer, en tout ou partie, dans les conditions indiquées ci-après, et notamment dans les conditions de disponibilité du site internet précisées à l'article 16, le remboursement du capital ayant fait l'objet des tirages, à toute date se situant au cours de la durée de la ligne de trésorerie interactive.

La Caisse d'Epargne exécutera le remboursement selon l'une ou l'autre des modalités suivantes :

- si la notification de remboursement est validée sur le site de la ligne de trésorerie interactive un jour ouvré donné au plus tard à 16 heures 30 précises (heure de Paris), le remboursement sera exécuté le premier jour ouvré suivant.
- si la notification de remboursement est validée sur le site de la ligne de trésorerie interactive un jour ouvré donné après 16 heures 30 (heure de Paris), le remboursement sera exécuté le deuxième jour ouvré suivant.

Dans les deux cas indiqués ci-dessus, les remboursements sont réalisés par débit d'office dans le cadre de la procédure de paiement sans mandatement préalable, à l'exclusion de tout autre mode de remboursement.

Toute notification de remboursement sera irrévocable.

Le remboursement du capital ayant fait l'objet des tirages, effectué dans les conditions prévues au contrat, reconstitue le droit à tirage de l'Emprunteur à due concurrence de ce remboursement, et dans la limite du montant indiqué à l'article 3.

En tout état de cause, la date de remboursement des fonds est la date à laquelle le compte ouvert par BPCE au Trésor pour le compte de la Caisse d'Epargne est effectivement crédité des fonds en cause.

La totalité des sommes en principal restant dues à la date d'échéance de la ligne de trésorerie interactive est en toute hypothèse exigible à cette même date, selon la procédure de débit d'office indiquée ci-dessus.

L'Emprunteur peut notifier le remboursement de sommes en instance de versement.

Le terme de "jour ouvré" visé au présent article correspond aux jours d'accès au site internet de la ligne de trésorerie interactive précisés à l'article 16.

Dans le cas où l'Emprunteur ne pourrait pas accéder au site internet dédié à la ligne de trésorerie interactive pour des raisons liées au dysfonctionnement du réseau internet et non imputables à l'Emprunteur, les demandes de remboursement sont notifiées selon les modalités de la procédure subsidiaire indiquées à l'article 18.

Les plages horaires indiquées au présent article sont exclusivement réservées aux notifications de remboursement effectuées par le canal internet, les demandes de remboursement effectuées selon la procédure subsidiaire comportant des plages horaires spécifiques stipulés à l'article 18.



ARTICLE 7 - Information du comptable assignataire

Sous condition que le Comptable assignataire ait indiqué préalablement son adresse courriel dans la rubrique abonnement du site internet dédié à la ligne de trésorerie interactive, il sera informé par voie de courriel des demandes de tirages et des notifications de remboursement intervenues dans le cadre des lignes de trésorerie interactive relatives à sa circonscription perceptoriale. La délivrance de courriel est destinée à permettre au Comptable assignataire de constater qu'une opération a été initiée et de pouvoir, le cas échéant, s'opposer à son exécution ou bien contester l'opération.

ARTICLE 8 - Taux et calcul des intérêts

Article 8.1 Taux applicable

Le taux applicable au calcul des intérêts afférents à un tirage donné dépend du choix d'index qui aura été effectué par l'Emprunteur, à chaque demande de tirage.

A chaque demande de tirage, l'Emprunteur a ainsi le choix entre les index énumérés ci-après.

** 8.1.1 / Tirage indexé sur T4M*

NEANT

** 8.1.2 / Tirage indexé sur EONIA*

Le taux d'intérêt applicable chaque jour à un tirage indexé sur EONIA est l'Euro Overnight Index Average (EONIA ou Taux Moyen Pondéré en Euro, TEMPE) tel qu'il est publié le jour ouvré suivant par la Fédération Bancaire de l'Union Européenne (FBE), auquel est ajouté une marge de 1,75%.

L'EONIA appliquée à des jours qui ne sont pas des jours TARGET sera l'EONIA du dernier jour TARGET précédent. Par jour TARGET, il faut entendre tout jour entier où fonctionne le système TARGET (Trans-Européen Automated Real-Time Gross Settlement Express Transfer) ou tout autre système de paiement qui s'y substituerait.

** 8.1.3 / Tirage indexé sur Taux Fixe*

NEANT

Article 8.2 Taux effectif global

Conformément à l'article L313-1 du Code de la Consommation, le TEG comprend, outre les intérêts, les frais, commissions ou rémunérations de toute nature, directs ou indirects.

Conformément à l'article L313-2 du Code de la Consommation, le TEG est calculé sur la totalité des droits mis à la disposition de l'Emprunteur, pendant toute la durée de l'ouverture de crédit.

Les parties reconnaissent expressément que, du fait du particularisme des dispositions de la présente ouverture de crédit, il n'est pas possible, à la date d'établissement du présent contrat, de déterminer le TEG. Toutefois, l'Emprunteur reconnaît avoir procédé personnellement à toutes estimations qu'il jugeait nécessaires pour apprécier le coût effectif global de la présente ouverture de crédit.

A titre d'illustration, les parties déclarent que dans l'hypothèse d'une utilisation intégrale de l'ouverture de crédit pendant toute sa durée, avec un tirage indexé sur l'EONIA, avec l'EONIA retenu assorti d'une marge de 1,75% définie à l'article 8.1, le TEG proportionnel est de 1,99%, soit un taux de période de 0,50%, pour une période Trimestrielle, et dans l'hypothèse d'un EONIA égal à 0,163 (en date du : 06/03/2014).

Ce taux donné à titre d'illustration ne saurait engager la Caisse d'Epargne.



Article 8.3 Calcul des intérêts

Pour chaque tirage, les intérêts courrent à compter de la date de mise à disposition des fonds jusqu'au jour calendrier précédent la date de remboursement des fonds. Les intérêts dus au titre d'un mois sont calculés par application à l'encours du tirage du taux indiqué à l'article 8.1, selon le choix de l'Emprunteur.

Le décompte des intérêts est effectué en tenant compte du nombre exact de jours d'encours durant le mois, rapporté à une année de 360 jours.

Article 8.4 Paiement des intérêts

Les intérêts dus au titre d'un mois M sont calculés au plus tôt le 4ème jour ouvré suivant le mois M et payables par trimestre civil comme convenu avec l'emprunteur sans capitalisation, à terme échu.

Les intérêts échus sont payables selon la procédure du débit d'office dans le cadre de la procédure de paiement sans mandatement préalable, à l'exclusion de tout autre mode de paiement, au plus tôt le 6ème jour ouvré du trimestre civil suivant celui au titre duquel ils sont dus.

Le terme de "jour ouvré" visé au présent article correspond à tout jour TARGET où les banques sont ouvertes à Paris.

ARTICLE 9 - Ordre d'imputation des paiements

Tout paiement effectué par l'Emprunteur et reçu par la Caisse d'Epargne sera réparti dans l'ordre de priorité suivant : frais et débours de toute nature qui seraient encourus par la Caisse d'Epargne, indemnités, commissions, intérêts de retard, intérêts dus et exigibles, principal dû et exigible au titre de l'exécution du présent contrat.

ARTICLE 10 - Prélèvements fiscaux

Le paiement de toute somme due par l'Emprunteur à la Caisse d'Epargne au titre du présent contrat s'entend net et sans déduction de tous impôts, taxes, droits ou autres prélèvements présents ou futurs. Si l'Emprunteur devait, du fait de dispositions fiscales, législatives ou réglementaires ou d'une interprétation de celles-ci par l'administration fiscale ou les juridictions de l'ordre administratif, déduire un montant quelconque des sommes dues à la Caisse d'Epargne, ces sommes seront augmentées de telle sorte qu'après déduction du prélèvement fiscal intervenu, la Caisse d'Epargne reçoive effectivement les montants qui lui sont dus en vertu du présent contrat. S'il était interdit à l'Emprunteur de prendre à son compte cette charge fiscale, alors les dispositions de l'article 20 deviendront applicables.

ARTICLE 11 - Modification ou disposition des taux ou indices de référence

En cas de modification de la composition et/ou de la définition des taux ou indices auxquels il est fait référence dans la présente convention, de même qu'en cas de disparition des taux ou indices et de substitution de taux ou indices de même nature ou équivalents, ainsi qu'en cas de modification affectant l'organisme les publiant ou les modalités de publication, les taux ou indices issus de cette modification ou de substitution s'appliqueront de plein droit au tirage concerné dans les mêmes conditions qu'indiquées aux présentes.

En cas de disparition ou de modification des taux ou indices de référence sans substitution de taux ou indices de même nature ou équivalent, la Caisse d'Epargne proposera à l'Emprunteur des nouveaux taux ou indices, le montant des intérêts relatifs au tirage concerné étant calculé sur la base de ces nouveaux taux ou indices dans les conditions prévues dans la présente convention.

L'absence de réponse de l'Emprunteur dans un délai de 10 jours ouvrés à compter de la notification faite par la Caisse d'Epargne de la proposition de nouveaux taux ou indices de référence, vaudra acceptation par l'Emprunteur de taux ou indices de remplacement. Les nouveaux taux ou indices de référence seront applicables aux intérêts dus par l'Emprunteur sur le tirage concerné, dans les mêmes conditions que celles prévues au contrat, à compter de la première échéance suivant la disparition des taux ou indices conventionnels initiaux.



En cas de refus par l'Emprunteur de l'application des nouveaux taux ou indices de références, refus qui devra être adressé par écrit à la Caisse d'Epargne dans le délai de 10 jours ouvrés pour la Caisse d'Epargne, à compter de la notification de la proposition de cette dernière, l'Emprunteur devra rembourser l'encours en capital restant dû, sur le tirage concerné, à la date de réception, par la Caisse d'Epargne, du refus de l'Emprunteur; majoré des intérêts courus entre la date de la dernière échéance et la date de remboursement anticipé calculés sur la base du dernier taux relatif au tirage concerné publié avant la disparition ou la modification des taux ou indices. Dans le cas où le refus de l'Emprunteur de l'application des nouveaux taux ou indices de référence a pour conséquence qu'aucun taux, qu'il soit prévu à l'article 8.1 ci-dessus ou qu'il ait été accepté par les parties en vertu du présent article, ne peut être utilisé, le présent contrat sera résilié par anticipation à la date de réception par la Caisse d'Epargne du refus de l'Emprunteur dans les conditions prévues à l'article 20.

ARTICLE 12 - Frais et Commissions

Article 12.1 Frais de dossier

Des frais de dossier de 5000,00 Euros sont à la charge de l'Emprunteur et restent définitivement acquis à la Caisse d'Epargne.

Les frais de dossier sont payables selon la procédure du débit d'office dans le cadre de la procédure de paiement sans mandat préalable, à l'exclusion de tout autre mode de paiement, au plus tôt le 6ème jour ouvré suivant le mois civil de la date de début de validité du présent contrat.

Le terme de "jour ouvré" visé au présent article correspond à tout jour TARGET où les banques sont ouvertes à Paris.

Article 12.2 Commission d'engagement

Néant

Article 12.3 Commission de gestion

Néant

Article 12.4 Commission de mouvement

Néant

Article 12.5 Commission de non-utilisation

Une commission de non-utilisation de 0,15% de la différence entre le montant de la ligne de trésorerie interactive défini à l'article 3 et l'encours moyen des tirages, tel que défini ci-après, au cours de la période indiquée à l'article 8.4, au terme de laquelle sont payables les intérêts est à la charge de l'Emprunteur et reste définitivement acquise à la Caisse d'Epargne.

L'encours moyen des tirages est égal à la somme des encours journaliers au cours de la période ci-dessus, divisée par la durée de ladite période, exprimée en jours.

La commission de non-utilisation est calculée par la Caisse d'Epargne et est payable par l'Emprunteur à la fin de la période ci-dessus selon les mêmes modalités que celles du paiement des intérêts définies à l'article 8.4.



TITRE III
MODALITES D'UTILISATION DE LA LIGNE DE TRESORERIE INTERACTIVE

ARTICLE 13 - Principes d'utilisation de la ligne de trésorerie interactive

La ligne de trésorerie interactive permet à l'Emprunteur et/ou aux personnes habilitées par lui, dans les conditions ci-dessous décrites, de consulter son ouverture de crédit de trésorerie et, dans le cadre de cette ouverture de crédit, de réaliser des tirages et remboursements exclusivement par le canal internet (ou en cas de dysfonctionnement du réseau internet par la télécopie). Au moment de la connexion sur le site internet dédié à la ligne de trésorerie interactive, l'Emprunteur doit saisir le numéro d'abonné et le code confidentiel qui lui auront été communiqués par la Caisse d'Epargne.

La ligne de trésorerie interactive permet à l'Emprunteur ainsi qu'au comptable assignataire de l'Emprunteur de consulter à distance la situation de l'ouverture de crédit souscrite par l'Emprunteur. Les informations portent notamment sur :

- les mouvements enregistrés au cours des trois derniers mois ;
- le montant de l'encours de l'ouverture de crédit au moment de la consultation ;
- le montant des intérêts et commissions dûs au titre de chaque trimestre civil ;

Au moment de la connexion sur le site internet dédié à la ligne de trésorerie interactive, il sera demandé au comptable assignataire de saisir le numéro d'abonné et le code confidentiel qui lui auront été communiqués par la Caisse d'Epargne. De convention expresse, les parties décident que l'emprunteur décharge la Caisse d'Epargne de toute responsabilité pouvant résulter des conséquences de l'utilisation erronée, abusive ou frauduleuse des moyens de communication mis à la disposition du comptable assignataire et uniquement accessibles à l'aide du numéro d'abonné et du code confidentiel que celui-ci aura choisis, qu'une telle utilisation soit ou non le fait d'une personne habilitée par lui.

D'une manière générale, la Caisse d'Epargne ne saurait être tenue pour responsable en cas de non respect des modalités d'utilisation de la ligne de trésorerie interactive par l'Emprunteur ou par les personnes que celui-ci aura habilitées.

ARTICLE 14 - Moyens matériels et techniques

L'Emprunteur fait son affaire personnelle de l'acquisition ou la location, de l'installation et de la connexion, de l'entretien et plus généralement de la garde du matériel et de tous moyens techniques, accès aux réseaux ou logiciels, autres que ceux placés sous contrôle exclusif la Caisse d'Epargne. Il en dispose sous sa seule et exclusive responsabilité. Le matériel doit être compatible avec les normes afférentes aux réseaux de télécommunication analogiques et numériques et plus généralement tout terminal utilisable de façon banalisée et relié au réseau de communication.

ARTICLE 15 - Modalités d'identification et de connexion

L'Emprunteur accède aux fonctionnalités de la ligne de trésorerie interactive après s'être identifié par la composition d'une double clé formée du numéro d'abonné et du code confidentiel numérique attribués par la Caisse d'Epargne.

Le numéro d'abonné de l'Emprunteur est attribué par la Caisse d'Epargne à compter d'un délai de cinq jours ouvrés suivant la réception du présent contrat signé par le représentant qualifié et légalement habilité de l'Emprunteur et accompagné des documents mentionnés à l'article 1.

Pour permettre le premier accès aux fonctionnalités de la ligne de trésorerie interactive, la Caisse d'Epargne attribue à l'Emprunteur un code confidentiel provisoire que l'emprunteur est tenu de modifier selon la procédure qui lui sera indiquée lors de la première connexion. La ligne de Crédit interactive devient opérationnelle au moment de cette première connexion. La Caisse d'Epargne n'a pas accès aux codes confidentiels choisis par l'Emprunteur et ne peut pas les reconstituer.



L'Emprunteur peut habiliter une ou plusieurs personnes aux fins d'utilisation de la ligne de trésorerie interactive. Au terme de trois tentatives infructueuses de composition du code confidentiel, le dispositif d'accès aux fonctionnalités de la ligne de crédit interactive devient inopérant. Dans ce cas, l'accès aux fonctionnalités sera de nouveau accessible sur demande de l'Emprunteur auprès de la Caisse d'Epargne. Un nouveau code confidentiel provisoire sera attribué par la Caisse d'Epargne pour permettre le nouvel accès à la ligne de trésorerie interactive. L'Emprunteur sera tenu de le modifier lors de la nouvelle connexion, dans les mêmes conditions que lors du premier accès aux fonctionnalités de la ligne de trésorerie interactive.

L'Emprunteur s'engage à faire connaître à la Caisse d'Epargne par lettre recommandée avec avis de réception tout changement de représentant dans les plus brefs délais.

Toute personne qui fera utilisation de la ligne de trésorerie interactive sera à l'égard de la Caisse d'Epargne réputée avoir été autorisée par l'Emprunteur. La Caisse d'Epargne n'est tenue à cet égard à aucun contrôle ou vigilance particuliers, et en particulier ne pourra être tenue responsable des conséquences dommageables qui résulteraient de l'utilisation de la ligne de trésorerie interactive par une personne à qui l'habilitation aurait été retirée ou bien par une personne qui n'aurait plus la qualité d'ordonnateur. A cet égard, l'Emprunteur fera son affaire personnelle pour que la personne qui n'aurait plus l'habilitation ou bien la qualité d'ordonnateur n'ait plus accès au numéro d'abonné et au code confidentiel.

Le numéro d'abonné et le code confidentiel sont personnels à l'Emprunteur et sont placés sous sa seule responsabilité. Par conséquent, il en assume la garde, les risques et la confidentialité. Il s'engage également à ce que les personnes qu'il a habilitées assument les mêmes obligations. Le code confidentiel ne doit jamais être indiqué sur les écrits ou messages électroniques adressés à la Caisse d'Epargne, ou être mentionné sur les répondeurs téléphoniques. Les conditions ci-dessus sont déterminantes pour sécuriser l'utilisation de la ligne de trésorerie interactive.

D'une manière générale, la Caisse d'Epargne n'est pas tenue responsable des conséquences financières qui résulteraient d'une défaillance de la part de l'Emprunteur ou des personnes qu'il aura habilitées, dans la garde et l'utilisation du numéro d'abonné et du code confidentiel.

L'Emprunteur peut à son initiative et à tout moment, modifier son code confidentiel, ce qui lui est conseillé de faire fréquemment. Il est conseillé de ne pas choisir un code confidentiel aisément décelable par un tiers (tel qu'une date de naissance par exemple).

En cas de perte ou de vol du code confidentiel, l'Emprunteur doit immédiatement contacter la Caisse d'Epargne par téléphone (au numéro figurant à l'article 27 ci-dessous), télécopie ou courriel, confirmés par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. La Caisse d'Epargne procèdera à la neutralisation de l'accès. Il sera alors attribué un nouveau code d'accès confidentiel provisoire. L'Emprunteur sera tenu de le modifier lors de la nouvelle connexion, dans les mêmes conditions que lors du premier accès aux fonctionnalités de la ligne de trésorerie interactive.

L'Emprunteur reconnaît que la preuve de toute demande de versement ou notification de remboursement transmise par l'intermédiaire du réseau internet pourra être faite par la production par la Caisse d'Epargne des enregistrements des opérations effectuées à partir d'une zone accessible uniquement à l'aide de son numéro d'abonné et de son code confidentiel. Les parties conviennent expressément que cette preuve aura une valeur identique à celle d'une preuve par écrit, la présente clause constituant une convention de preuve entre les parties.

ARTICLE 16 - Jours et heures d'accès au site internet

Le site internet dédié à la ligne de trésorerie interactive est accessible de 07 heures à 21 heures du lundi au vendredi, excepté les jours fériés pour les banques à Paris, les jours où le système TARGET ne fonctionne pas et les jours fériés pour la Banque de France.

En dehors des jours et heures d'accès indiqués ci-dessus, L'Emprunteur ne pourra donc effectuer aucune opération ni consultation relative à la ligne de trésorerie interactive.



ARTICLE 17 - Modalités d'information

Sous condition que l'Emprunteur ait indiqué préalablement son adresse courriel dans la rubrique abonnement du site internet dédié à la ligne de trésorerie interactive, il sera informé par voie de courriel de l'exécution des tirages et remboursements relatifs à la ligne de trésorerie interactive. La délivrance de ce courriel est destinée à permettre à l'Emprunteur de vérifier que l'opération concernée a bien été accomplie conformément à son ordre. l'Emprunteur s'oblige donc à exercer ce contrôle dès réception du courriel, et le cas échéant, à saisir immédiatement la Caisse d'Epargne de toute anomalie ou cause de contestation.

ARTICLE 18 - Procédure subsidiaire

Dans le cas où l'Emprunteur ne pourrait pas accéder au site internet dédié à la ligne de trésorerie interactive pour des raisons liées au dysfonctionnement du réseau internet et non imputables à l'Emprunteur, les demandes de tirage et notification de remboursement seront transmis exclusivement par télécopie adressée à la Caisse d'Epargne par l'Emprunteur à l'aide des formulaires figurant en Annexes, au numéro indiqué dans lesdites Annexes. L'Emprunteur préviendra en outre immédiatement par téléphone (au numéro figurant à l'article 27 ci-dessous) la Caisse d'Epargne de l'envoi de la télécopie.

Les modalités d'exécution des tirages et remboursements, notamment en ce qui concerne les jours et heures des demandes, seront celles indiquées ci-dessous, étant précisé que le jour et l'heure qui seront pris en considération seront ceux auxquels la télécopie aura été reçue par la Caisse d'Epargne, sous réserve que la télécopie ait été envoyée au numéro figurant dans les Annexes ci-jointes ou à tout autre numéro préalablement notifié par la Caisse d'Epargne :

- si la demande de versement est reçue par télécopie un jour ouvré donné au plus tard à 16 heures précises (heure de Paris), le versement sera effectué au crédit du compte du comptable public teneur du compte de l'Emprunteur selon la procédure du crédit d'office le premier jour ouvré suivant.
- si la demande de versement est reçue par télécopie un jour ouvré donné après 16 heures (heure de Paris), le versement sera effectué au crédit du compte du comptable public teneur du compte de l'Emprunteur selon la procédure du crédit d'office le deuxième jour ouvré suivant.
- si la notification de remboursement est reçue par télécopie un jour ouvré donné au plus tard à 16 heures précises (heure de Paris), le remboursement sera exécuté selon la procédure de débit d'office le premier jour ouvré suivant.
- si la notification de remboursement est reçue par télécopie un jour ouvré donné après 16 heures (heure de Paris), le remboursement sera exécuté selon la procédure de débit d'office le deuxième jour ouvré suivant.

L'Emprunteur reconnaît que toute demande ou notification, signée et transmise par télécopie, l'engagera au même titre qu'une signature originale, l'Emprunteur déchargeant la Caisse d'Epargne de toute responsabilité pouvant résulter des conséquences d'une utilisation erronée, abusive ou frauduleuse de ce moyen de transmission.

La confirmation par courrier d'un envoi précédemment adressé par télécopie sera sans incidence sur l'exécution par chacune des parties des instructions transmises par télécopieur qui, en tout état de cause, prendront effet à compter de la date et de l'heure de leur réception par leur destinataire.

Le document télécopié constituera une preuve suffisante entre les parties, la confirmation ultérieurement adressée par courrier ne pouvant en aucun cas être invoquée en cas de divergence de quelque nature que ce soit entre ces deux pièces.



ARTICLE 19 - Cas fortuit, de force majeure ou cause extérieure

La Caisse d'Epargne s'engage à mettre tout en œuvre pour assurer le bon fonctionnement de la ligne de trésorerie interactive, notamment la bonne exécution des tirages et remboursements.

Toutefois la Caisse d'Epargne ne saurait être tenue pour responsable :

- en cas d'interruption des prestations pour des raisons résultant de la force majeure, du cas fortuit ou du fait d'un tiers,
- du transport des données, de la qualité et de la disponibilité des réseaux de télécommunication, ni des interruptions de connexion et, en particulier, celles qui se produiraient suite à un mauvais fonctionnement du matériel de l'Emprunteur ou du réseau de télécommunication,
- des difficultés associées au contrat passé entre l'Emprunteur et son fournisseur d'accès.

D'une manière générale, la Caisse d'Epargne ne pourra être tenue pour responsable que des dommages ayant pour cause unique son propre fait.

TITRE IV

DISPOSITIONS DIVERSES

ARTICLE 20 - Exigibilité anticipée

La Caisse d'Epargne se réserve le droit d'exiger sans préavis, par simple avis écrit adressé à l'Emprunteur, le remboursement immédiat de l'ensemble des sommes restant dues en capital, intérêts, commissions, frais et accessoires au titre du présent contrat, et notamment les sommes dues à la suite des tirages effectués par l'Emprunteur, dans les cas suivants :

- défaut de paiement, total ou partiel, à bonne date, de toute somme devenue exigible au titre du présent contrat ;
- inexécution de l'un quelconque des engagements pris par l'Emprunteur au présent contrat ;
- déclaration inexacte de l'Emprunteur ;
- recours juridictionnel venant remettre en cause le présent contrat ;
- annulation de la délibération ou de la décision relatives au présent contrat ;
- dissolution de l'Emprunteur.

Les sommes restant dues sont exigibles 10 jours ouvrés pour la Caisse d'Epargne après la réception par l'Emprunteur de la notification de la décision de la Caisse d'Epargne de prononcer l'exigibilité anticipée.

Les paiements ou régularisations postérieurs à cette notification ne feront pas obstacle à cette exigibilité et toutes les sommes versées par l'Emprunteur au titre de la ligne de trésorerie interactive resteront définitivement acquises à la Caisse d'Epargne.

Le prononcé de l'exigibilité anticipée donnera lieu au versement d'une commission d'intervention égale à 3% des sommes restant dues en capital, intérêts, commissions, frais et accessoires au titre du présent contrat. Cette commission sera calculée par la Caisse d'Epargne et réglée par l'Emprunteur 10 jours ouvrés pour la Caisse d'Epargne après la réception par l'Emprunteur de la notification de la décision de la Caisse d'Epargne de prononcer l'exigibilité anticipée.

Le prononcé de l'exigibilité anticipée entraînera de plein droit et immédiatement la résiliation de la ligne de trésorerie interactive, de telle sorte qu'aucun tirage ne pourra plus être effectué par l'Emprunteur.

ARTICLE 21 - Déclarations et engagements de l'Emprunteur

L'Emprunteur déclare et garantit :

- que la signature et l'exécution du présent contrat ont été autorisées par les organes compétents de l'Emprunteur ;



- que les comptes administratifs pour les trois derniers exercices clôturés et son budget primitif pour l'exercice en cours ont été préparés selon les règles généralement admises en matière de comptabilité publique et conformément aux dispositions légales et réglementaires qui sont applicables aux collectivités locales et ne sont pas à l'heure actuelle contestés par le Préfet ou par tout autre autorité compétente ;
- qu'aucune mesure, quelle qu'elle soit, n'a été prononcée par le Préfet ou toute autre autorité à son encontre au motif de son insolvabilité actuelle ou potentielle, d'un incident de paiement ou d'un manquement à une quelconque obligation financière ;
- qu'aucune action judiciaire ou administrative n'a été engagée à son encontre ou menace de l'être, qui puisse avoir un effet préjudiciable important sur sa situation financière ;

L'Emprunteur s'engage pendant toute la durée du présent contrat à informer immédiatement la Caisse d'Epargne de la survenance ou de l'éventualité de tout événement, quelle qu'en soit la nature, qui viendrait ou pourrait venir compromettre la bonne exécution du présent contrat.

L'Emprunteur déclare avoir pleinement conscience de ce que les tirages et remboursements effectués dans le cadre de la ligne de trésorerie interactive le seront par le seul ordonnateur (le représentant de l'exécutif de l'Emprunteur) ou bien par les personnes que cet ordonnateur aura habilitées, à l'exclusion du comptable public assignataire, lequel n'aura accès au site internet dédié à la ligne de trésorerie interactive que pour la consultation des opérations.

L'Emprunteur s'engage à informer le comptable assignataire des caractéristiques du fonctionnement de la ligne de trésorerie interactive, tel que ces caractéristiques sont exposées au présent contrat, et à attirer particulièrement son attention sur les modalités de tirages et remboursements, ainsi que sur l'information du comptable stipulée à l'article 7.

ARTICLE 22 - Intérêts de retard

Toute somme due en application du présent contrat en principal, intérêts, frais, commissions, indemnités et accessoires, non payée à bonne date porte intérêts de plein droit au dernier taux d'intérêt relatif au tirage concerné, connu au moment de l'exigibilité de la dite somme, majoré de 3 %. Dans le cas où la somme en cause serait commune à plusieurs tirages, cette somme, non payée à bonne date, portera intérêts de plein droit au dernier taux T4M, tel que défini à l'article 8.1.1, connu au moment de l'exigibilité de la dite somme, majoré de 3%.

Il en sera de même pour tout frais et débours que la Caisse d'Epargne serait amenée à avancer en sus de l'ouverture de crédit à l'occasion de celle-ci.

Les intérêts seront capitalisés, s'ils sont dus pour une année entière, conformément à l'article 1154 du Code Civil.

Les intérêts de retard sont calculés sur le nombre exact de jours entre la date d'échéance et la date de règlement intégral, rapporté à une année de 360 jours.

De plus, si la Caisse d'Epargne devait engager des poursuites judiciaires pour recouvrer sa créance, elle aurait droit à une indemnité forfaitaire égale à 3% du montant des sommes impayées au jour de la production des titres exécutoires.

Cette stipulation ne porte pas atteinte à la faculté de la Caisse d'Epargne de prononcer l'exigibilité anticipée prévue à l'article 20, et ne peut en aucun cas valoir accord de délai de règlement.

ARTICLE 23 - Cession de ses droits et obligations par l'Emprunteur

L'Emprunteur ne peut céder ou transférer ses droits et obligations découlant du présent contrat, sans avoir recueilli au préalable l'accord écrit et formel de la Caisse d'Epargne.

ARTICLE 24 - Circonstances Exceptionnelles

Les conditions de rémunération de la Caisse d'Epargne au titre du présent contrat ont été fixées en fonction de la réglementation actuelle applicable aux crédits et compte tenu des données juridiques, fiscales et monétaires en vigueur à la date de signature du présent contrat.



Si à la suite de la survenance de circonstances nouvelles, telles que l'adoption ou la modification de dispositions légales ou réglementaires, ou d'une décision du C.R.B.F ou de toute autre autorité monétaire, fiscale ou autre, la Caisse d'Epargne était soumise à une mesure entraînant une charge quelconque au titre du présent contrat (tels que par exemple, des réserves obligatoires, des ratios prudentiels plus sévères), ayant pour effet d'augmenter pour la Caisse d'Epargne le coût du financement de son engagement au titre du présent contrat ou de réduire la rémunération nette qui lui revient, la Caisse d'Epargne en avisera l'Emprunteur.

Cet avis contiendra le montant estimatif de l'augmentation de coût ou de réduction de rémunération nette en résultant pour la Caisse d'Epargne et une proposition d'indemnisation correspondante, ainsi que tous les documents attestant de l'adoption ou de la modification des dispositions légales ou réglementaires susvisées, étant entendu qu'aucune disposition des présentes n'imposera à la Caisse d'Epargne de divulguer des informations présentant un caractère confidentiel pour elle.

La Caisse d'Epargne et l'Emprunteur se consulteront alors dans les meilleurs délais et rechercheront de bonne foi une solution qui puisse être acceptée par les parties

Faute d'accord sur une solution dans un délai de trente jours calendaires suivant la réception par l'Emprunteur de l'avis visé ci-dessus, l'Emprunteur pourra effectuer le choix suivant :

- prendre en charge intégralement au lieu et place de la Caisse d'Epargne l'incidence des charges nouvelles et ce, à compter de la date à laquelle ces charges sont survenues, de telle sorte que la rémunération nette de la Caisse d'Epargne soit rétablie à son niveau antérieur.
- Rembourser la totalité du capital, des intérêts, frais, commissions, indemnités et accessoires restant dus au titre de la présente ligne de trésorerie interactive ; ce remboursement sera effectué dans les conditions indiquées à l'article 6. Dans cette seconde hypothèse, la ligne de trésorerie interactive sera résiliée de plein droit et sans préavis à compter de l'extinction du délai de trente jours indiqué ci-dessus.

ARTICLE 25 - Absence de renonciation aux droits

Le fait pour la Caisse d'Epargne de ne pas exercer, ou de tarder à exercer l'un quelconque des droits qu'elle tient du présent contrat ou de la loi, ne peut constituer ni être interprété comme une renonciation aux droits dont il s'agit.

Les droits stipulés dans le présent contrat ne sont pas exclusifs de tous les autres droits prévus par la loi avec lesquels ils se cumulent.

ARTICLE 26 - Impôts et taxes

L'Emprunteur prend à charge les impôts, droits et frais, présents et futurs, pouvant résulter du présent contrat.

ARTICLE 27 - Notification

Toute communication, demande ou notification effectuée en vertu du présent contrat, hormis le canal internet (ou en cas de procédure subsidiaire la télécopie) permettant l'utilisation de la ligne de trésorerie interactive, est valablement réalisée si elle est adressée par lettre recommandée avec accusé de réception à l'une ou l'autre des parties aux adresses suivantes :

- L'Emprunteur :

VILLE DE METZ
Hôtel de ville 1, place d'Armes BP21025
57036 METZ CEDEX 01
à l'attention de Monsieur Dominique GROS
Téléphone : 03 87 55 50 97
Télécopie : 03 87 55 56 37



- Le Prêteur :

Caisse d'Epargne et Prévoyance de Lorraine Champagne-Ardenne
 Service Crédits Economie Locale et Sociale
 12-14 Rue Carnot - 51722 REIMS Cedex
 à l'attention de Madame Annie DEPAIX
 Téléphone : 03 26 79 78 43
 Télécopie : 03 26 79 78 31

La date de réception est la date de l'accusé de réception.

ARTICLE 28 - Election de domicile

Pour l'exécution du présent contrat et de ses suites, les parties font élection de domicile, pour l'Emprunteur sis : Hôtel de ville 1, place d'Armes BP21025 57036 METZ CEDEX 01 et pour la Caisse d'Epargne à son siège social.

ARTICLE 29 - Informatiques et Libertés

Les informations recueillies dans la présente convention ne seront utilisées et ne feront l'objet de communication extérieure que pour les seules nécessités de la gestion ou pour satisfaire aux obligations légales ou réglementaires. Elles pourront donner lieu à l'exercice du droit d'accès et de rectification dans les conditions prévues par la loi n° 78-17 du 06 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés par l'intermédiaire des services ayant recueilli les informations demandées.

Sauf opposition du signataire, les prestataires de la Caisse d'Epargne pourront être conduits à traiter les informations le concernant, dans le cadre d'opérations commerciales, sauf au profit exclusif de la Caisse d'Epargne ou pour le compte de partenaires commerciaux de ce dernier.

ARTICLE 30 - Compétence législative et juridictionnelle

Le présent contrat est soumis au droit français.

En cas de différends sur l'interprétation ou l'exécution des présentes, les parties s'efforcent de trouver de bonne foi un accord. A défaut, les litiges sont portés devant les juridictions compétentes et il est expressément fait attribution de compétence au Tribunal de Grande Instance du siège social de la Caisse d'Epargne.

Fait en trois exemplaires originaux

A REIMS, le 07 Mars 2014

Pour la Caisse d'Epargne

Le Service Crédits Economie Locale et Sociale

Annie DEPAIX

A METZ CEDEX 01, le 7 MAR. 2014

Pour l'Emprunteur

Le Maire

Dominique GROS




Dominique GROS
 Maire de Metz
 Conseiller Général de Moselle



— L T I —
LIGNE DE TRÉSORERIE INTERACTIVE

ANNEXE 1

DEMANDE DE VERSEMENT

A UTILISER UNIQUEMENT EN CAS DE DYSFONCTIONNEMENT DU RESEAU INTERNET
A FAXER au 01 58 40 35 05

Contrat LTI n°: 9614513132
Emprunteur : VILLE DE METZ

Conformément aux dispositions des articles 5 et 18 de la convention susvisée et compte tenu du dysfonctionnement du réseau internet, nous vous demandons de bien vouloir procéder au versement de la somme de :

..... EUROS (en chiffres)
 EUROS (en lettres)

Conformément aux dispositions des articles 8-1 "Taux applicable" de la convention susvisée, nous vous informons de l'index choisi pour notre présente demande de versement (1) :

EONIA

en date de valeur :

J+1 (ouvré) pour une demande parvenue par télécopie après 16 heures (heure de Paris)

La présente demande de versement est irrévocabile.

A , le/...../.....
(nom, qualité du signataire et signature)

LTI STANDARD [process DO/CO]

En toute hypothèse, et conformément à l'article 18, la date de valeur retenue sera celle résultant de l'heure de réception effective de la présente télécopie par le Prêteur au numéro indiqué ci-dessus, indépendamment des mentions contraires éventuellement apposées par l'Emprunteur.



ANNEXE 2

NOTIFICATION DE REMBOURSEMENT

**A UTILISER UNIQUEMENT EN CAS DE DYSFONCTIONNEMENT DU RESEAU INTERNET
A FAXER au 01 58 40 35 05**

**Contrat LTI n°: 9614513132
Emprunteur : VILLE DE METZ**

Conformément aux dispositions des articles 6 et 18 de la convention susvisée et compte tenu du dysfonctionnement du réseau internet, nous vous demandons de bien vouloir procéder par débit d'office au remboursement de la somme de :

..... EUROS (en chiffres)
..... EUROS (en lettres)

en date de valeur J+1 (ouvré) pour une demande parvenue par télécopie en J-1 (ouvré) après 16 heures (heure de Paris) et au plus tard en J (ouvré) à 16 heures précises (heure de Paris).

L'index de référence du tirage correspondant au présent remboursement est (1) :

EONIA

La présente demande de versement est irrévocable.

A , le/...../.....
(*nom, qualité du signataire et signature*)

(1) Cocher la case correspondante

En toute hypothèse, et conformément à l'article 18, la date de valeur retenue sera celle résultant de l'heure de réception effective de la présente télécopie par le Prêteur au numéro indiqué ci-dessus, indépendamment des mentions contraires éventuellement apposées par l'Emprunteur.



FICHE DE RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

COORDONNEES DE L'EMPRUNTEUR

N° SIRENE de l'Emprunteur : 215 704 636
 N° SIRET de l'Emprunteur : 215 704 636 00012
 Code APE de l'Emprunteur : 8411Z
 Adresse de l'Emprunteur : VILLE DE METZ
 Hôtel de ville 1, place d'Armes BP21025
 57036 METZ CEDEX 01

Les codes d'accès internet doivent être envoyés à l'attention de :

René HARDY-DESSOURCES
 Tél : 03 87 55 50 97 Fax : 03 87 55 56 37
 Courriel : ~~hardy-dessources@mairie-metz.fr~~
 R.F.C.P

COORDONNEES DU COMPTABLE SIGNATAIRE

Comptable Assignataire : TRESORERIE de METZ MUNICIPALE
 N° Codique : 527030
 Code APE du Comptable : 8411Z
 Adresse : 6-8, Place Saint-Jacques BP44002
 57040 METZ CEDEX 01

Les code d'accès internet doivent être envoyés à l'attention du :

Trésorier
 Tél : 03 87 75 86 51 Fax : 03 87 75 86 69
 Courriel : remy.stoltz@dgfip.finances.gouv.fr

LTI STANDARD [process DO/CO]




 Dominique GROS
 Maire de Metz
 Conseiller Général de Moselle